FO HEBDO

N° 7-2019

"La pierre la plus solide d'un édifice est la plus basse de la fondation".

FO : UNE MOBILISATION MASSIVE À DEUX PAS DE MATIGNON

8 000 fonctionnaires ***FO*** des 3 Fonctions publiques et de toute la France, ont participé le 7 février à Paris à la manifestation nationale organisée à l'appel ***FO*** Fonction publique. Des agents des EHPAD, des finances publiques, des lycées et collèges, des infirmières, des territoriaux, des agents de la Poste et des télécommunications, des fonctionnaires de la pénitentiaire…

Le bilan de l'audience à Matignon est déjà positif

Le périple visait aussi à faire entendre les revendications des agents concernant les salaires, les conditions de travail, le statut.

Le secrétaire général de ***FO*** Fonctionnaires a pu tirer aussi le bilan, déjà très positif, de cette mobilisation. Et pour cause. A l'occasion d'une audience ce 7 février au matin auprès de 3 conseillers du Premier ministre, elle a permis en effet d'obtenir des avancées sur plusieurs dossiers.

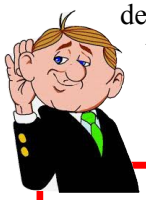
Annulation de l'allongement de la durée d'échelon

FO **Fonction publique demande notamment :**

- une hausse générale des salaires des fonctionnaires,
- l'octroi pour tous de la prime exceptionnelle (prônée par le chef de l'État pour les salariés du privé),
- davantage de moyens budgétaires pour les services et le respect de leurs missions,
- la titularisation des contractuels,
- le respect du statut général des fonctionnaires,
- l'arrêt des attaques -via des projets de réformes- contre le statut fondateur (en 1946) de la Fonction publique républicaine…

La mobilisation des fonctionnaires ***FO*** qui a démarré le 3 février au Havre et s'est poursuivi jusqu'au 10 février a contraint le gouvernement à tendre l'oreille.

Suite à l'audience de ***FO*** avec les conseillers du Premier ministre, le projet portant sur les rémunérations et consistant dans le cadre des quatre chantiers de réformes en cours (rémunérations au mérite, recours accru aux contractuels, plan de départs volontaires, restructuration des instances représentatives des personnels) **à vouloir allonger la durée d'échelon de trois mois par année est « annulé pour l'instant, reporté ».**



FO demande l'ouverture de négociations

FO demande de longue date «un débat sur les missions publiques » : cette revendication semble faire son chemin pusique les conseillers du 1er ministre ont indiqué que le « conseil national des services publics », créé en 2014, devrait être réactivé et que les syndicats y participeraient.

Concernant les salaires, ***FO*** Fonction publique a indiqué « qu'il n'était pas admissible qu'il y ait du clientélisme ».

L'octroi forcément bénéfique d'une prime à certains (policiers, agents des finances publiques) ne peut être satisfaisant.

Il faut « une prime pour tous les agents », ce qui ne fait pas oublier la revendication d'une augmentation générale du point d'indice (base de calcul de tous les salaires des agents publics). ***FO*** a ainsi demandé que « le Premier ministre s'engage à ouvrir des négociations ».

«Nous ne sommes pas une dépense ! »

Le secrétaire général de ***FO***, Yves Veyrier rappelait que salariés du public ou du privé « nous sommes tous confrontés aux mêmes attaques de nos droits ». Alors que la Fonction publique doit représenter une fierté et qu'elle porte haut les concepts républicains, notamment d'égalité et de fraternité, elle est critiquée, mise à mal dans son fonctionnement, ses missions et ses emplois.

Or *« il faut que cesse le dénigrement, la lecture comptable envers la Fonction publique et ses agents. Ils ne sont pas une dépense ! Il n'est pas acceptable que les salaires des fonctionnaires voient leurs salaires bloqués et qu'ils soient écartés de la prime exceptionnelle ».*

FO a aussi déploré le caractère modeste, au niveau du SMIC, de beaucoup de traitements indiciaires/salaires d'agents publics. Cela met d'autant plus en lumière la nécessité d'augmenter le SMIC. ***FO*** "revendique un SMIC à 1450 euros net".

Le gouvernement doit entendre aussi la contestation sur ses projets de réformes, ceux sur la fonction publique et les retraites notamment. « Que le gouvernement commence par suspendre ces réformes » lançait le secrétaire général de la confédération ***FO*** avant d'appeler à convaincre les salariés du public comme du privé de **construire une journée de mobilisation interprofessionnelle.**

Rédaction : Chrystelle TONNELIER – A-Laure QUERE – Christine FLOC'H http://www.fo-dgfip-sd.fr/044

FO DGFiP 44 : 4 Quai Versailles BP 93503 44035 Nantes - 02 51 12 87 07 (Cambronne) - 02 40 20 76 56 (Versailles)